

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

La formation professionnelle dans le rouge

Les 20 et 21 janvier, la Direction de la formation professionnelle a organisé deux journées «portes ouvertes sur la formation professionnelle», il y avait des dizaines de participants, des stagiaires, des opérateurs économiques, des enseignants, la directrice de la formation professionnelle, le directeur général de la FNAC, un professeur d'université en organisation, l'inspection du travail et le public.

Le 28 du mois de janvier, les 22 centres de formation que compte la wilaya vont accueillir 500 jeunes pour y suivre une formation allant de 12 à 24 mois ; parmi les 5 000 stagiaires, il y a lieu de compter 1 800 jeunes filles, et 1 200 places en internat. Les stagiaires percevront au cours des premiers six mois de leur formation 3 800 dinars/mois, soit 15% du SNMG, qui représentent 19 millions de dinars/mois et en 6 mois d'indem-

nités, 114 millions de dinars.

A la fin du premier cycle de formation, les stagiaires en vue d'élargir leurs compétences doivent être placés dans les entreprises. Ces dernières ont l'obligation d'attribuer un pré-salaire de l'ordre de 35% du SNMG soit 6.300 dinars/mois et progressivement, 50% du SNMG soit 9 000 dinars pour arriver en fin de formation en entreprise à 80% du salaire minimum garanti représentant

14 400 dinars/mois et par stagiaire. Il est à signaler que sur 4 000 opérateurs économiques de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, seule une dizaine d'opérateurs ont daigné répondre à l'invitation de la Direction de la formation professionnelle et, pourtant, c'est un secteur névralgique de l'économie nationale.

Initialement, les formations sont destinées à faire en sorte que les bénéficiaires gardent leurs emplois ou d'en trouver un. La réalité est tout autre, les stagiaires disent que les chefs d'entreprises ne leur donnent pas la formation adéquate tel qu'il est stipulé dans le contrat d'insertion, par contre, ils sont placés dans des activités diverses loin de leur formation, ce qui a poussé la Direction de la formation à accompagner les stagiaires

jusqu'à la fin du cycle final.

Pour certains chefs d'entreprises, les stagiaires n'ont pas de réelles formations et sont en deçà des attentes de l'outil de production, ils soutiennent ironiquement que le verre est à moitié plein.

Pour la Direction de la formation, les insuffisances des jeunes inscrits en formation sont une réalité, cependant il est dispensé une formation de base aux stagiaires jugée insuffisante qui leur permet, ainsi, de suivre un cycle de formation sans difficultés, on peut considérer que le verre est à moitié vide, et s'en désoler.

Les 22 centres de formation sont composés de presque 1 500 travailleurs dont 453 enseignants, le reste (1 147) du personnel comprend des comptables, des agents de

bureau, les gardiens, les femmes de ménages et les cadres. Toutes ces personnes ont la noble mission de créer les commodités nécessaires pour les stagiaires afin qu'ils sortent du chômage, et par conséquent, de la désocialisation, la précarisation, la pauvreté et la catastrophe sociale.

Les 1 500 travailleurs affectés à la formation professionnelle ont une surchauffe budgétaire salariale de 3 milliards par mois, à raison de 20 000 dinars/mois et par salarié, soit 36 milliards par année de dépense, sans compter les équipements de formation qui ont un coût assez conséquent, et pour quel résultat, étant donné que les stagiaires en fin de formation trouvent rarement le chemin de l'emploi rémunérateur.

La politique de la formation professionnelle n'a pas eu les effets escomptés pour relever le défi et éradiquer le chômage. Les politiques chargés de la formation et de l'emploi doivent revoir leur stratégie et se dire qu'en fin de course tout se sait, y a rien à cacher ni avec les mots, ni avec les statistiques erronées, et, c'est bien connu, ne se trouve que du sable sous le pavé.

Layachi Salah-Eddine

LE CHEF DU GROUPEMENT DE LA GENDARMERIE NATIONALE AFFIRME

Les affaires de drogue sont en hausse à Jijel

Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya ont traité 1 090 affaires sanctionnées par l'arrestation de 1581 personnes dont 44 femmes, 91 mineurs et 522 personnes placées en détention préventive.

Dans une déclaration à la presse, le chef du groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Jijel, le lieutenant colonel Achour Hamel, a affirmé que la commune d'Emir-Abdelkader vient en pole position en matière de criminalité

avec 168 affaires, suivie de celle d'El Milia avec 123 affaires et en troisième position vient le chef-lieu de wilaya avec 113 affaires alors que la commune d'Erraguène vient en dernière position avec 3 affaires seulement.

Le premier responsable de la Gendarmerie nationale de la wilaya a indiqué par ailleurs que le pillage de sable des plages qui constitue une véritable hémorragie a enregistré une nette baisse de 25,33% comparativement à l'année écoulée alors que les affaires liées à la drogue et stupéfiants ont connu une hausse vertigineuse estimée à 97,82% par rapport à l'année 2014. Concernant les accidents de la

route qui prennent de plus en plus d'ampleur, le lieutenant-colonel Achour Hamel a avancé le chiffre de 310 accidents causant la mort de 29 personnes et faisant 526 blessés ; par contre la wilaya de Jijel, de l'avis dudit responsable, est épargnée par le phénomène de l'immigration clandestine et le trafic de corail, contrairement à certaines wilayas côtières.

Bouhali Mohamed-Cherif

MOSTAGANEM

La Protection civile dresse son bilan annuel

Mardi dernier, le colonel Ahmed Hassani directeur de la Protection civile de wilaya a dévoilé le bilan annuel de l'année 2015 avec 20 032 interventions englobant plusieurs secteurs de risques.

La direction de la Protection civile a dressé un bilan annuel en fonction des interventions réalisées au cours de l'année 2015 sur les noyades, incendies, asphyxies et accidents de la circulation sans compter des engagements au profit de la collectivité locale lors des manifestations sportives et culturelles.

Le bilan mentionne 19 morts par noyade survenus dans des plages non autorisées à la baignade (13)

mais aussi en dehors des horaires assurés par les maîtres nageurs (6). Le bilan incendie fait état de 18 feux causant des dégâts à 3 hectares de pins, maquis, broussailles et arbres fruitiers. Les accidents domestiques touchent aussi les volets de l'asphyxie avec 13 victimes secourues.

Le bilan routier affiche 1 081 interventions sur 1 018 accidents recensés causant le décès de 32 personnes et 1 271 blessés en compa-

raison à l'année 2014 où la wilaya a enregistré 1 881 accidents causant 44 morts et 1 302 blessés liés tous à des facteurs de non-respect du code de la route. Les évacuations sanitaires sont de l'ordre de 11 405 et les opérations diverses à 6 045.

Plusieurs unités d'intervention de secours ont été créées dans des endroits névralgiques pour rapprocher les véhicules de secours pour des interventions immédiates et d'autres projets sont en cours de travaux comme le célibatorium, un centre de repos et de loisirs, une unité marine à la Salamandre et la réhabilitation d'un CMS pour les tra-

vailleurs et les civils. Ce même bilan cite plusieurs actions de sensibilisation et de préventions organisées avec des institutions et écoles relatives aux accidents domestiques dont ceux en rapport avec le gaz et l'électricité.

En rapport avec le bilan annuel, nous avons assisté à une présentation de matériel et des moyens d'intervention utilisés par les éléments de la P/C dans les différentes opérations de secours, de sauvetage et de la plongée avec des exercices de simulation qui attestent la dynamique de ce corps de secours.

A. B.

LE PÈRE PLACÉ SOUS MANDAT DE DÉPÔT À BOUFARIK

Il enchaînait sa fille de 13 ans et la torturait

Suite à des informations faisant état de la présence d'une fillette de 13 ans dans les rues du quartier Merakchi à Ouled Slama, commune située à 30 kilomètres à l'est de Blida, errant seule avec des chaînes en acier autour de son corps, les éléments de la gendarmerie de Bougara se sont vite déplacés sur les lieux et ont pris la fillette avec eux au siège de la brigade. Interrogée, elle avouera que c'est son père et sa marâtre qui l'ont enchaînée et torturée et elle a pu se sauver de la maison familiale mais n'a pu se défai-

re des chaînes qui étaient cadennassées. Dans la même nuit, aux environs de 20 heures, le père de la fille s'est présenté à la brigade de gendarmerie pour les informer de la disparition de sa progéniture qui n'a pas donné signe de vie depuis 10 heures du matin. Il expliquera que cette dernière a profité de l'absence de son épouse pour fuguer. Il révélera également que c'est lui qui l'a enchaînée à l'intérieur de son domicile et la frappait même car elle leur causait beaucoup d'ennui.

Convoquée, la seconde épouse confessera que sa filleule avait subi des sévices corporels de la part son père mais n'a rien pu faire pour lui éviter la torture. De son côté, la victime dira que depuis la mort de sa mère et le remariage de son père, elle n'a plus connu l'affection paternelle. Traumatisée psychologiquement, la fillette a été placée par le juge des mineurs dans un centre de protection de l'enfance à Sétif alors que le père a été écroué, mercredi dernier, à la prison de Boufarik.

M. B.

AÏN-TÉMOUCHENT

Grogne des exploitants agricoles de Hassi-El-Ghella

De nombreux exploitants agricoles du domaine Meslem dans la commune de Hassi-El-Ghella sont montés au créneau pour dénoncer l'état dans lequel sont leurs exploitations agricoles. Ces derniers disent que leurs terres, des dizaines d'hectares, étaient fertiles dans la plaine de Hassi-El-Ghella, mais elles sont devenues improductives à cause des inondations par les eaux de pluies et surtout les eaux usées.

Ces exploitants agricoles ajoutent qu'ils ont adressé des correspondances aux responsables locaux mais aucune suite ne leur est parvenue, ils ont montré tous leurs docu-

ments comprenant, entre autres, des photos et des PV d'huissiers de justice relatifs aux dégâts occasionnés, ils disent qu'ils ont écrit à toutes les autorités de la wilaya et aux direc-

tions concernées, y compris à l'APW.

En outre, ces professionnels de la terre ont soulevé le manque d'entretien des drains mais également la détérioration du chemin vicinal qui est dans un état lamentable sur une longueur de 5 km et qui les mène à leurs exploitations, les décharges anarchiques des déchets et des déblais sur les rives de ce chemin et le curage des drains. «Il existe une ligne électrique et des poteaux, j'ai demandé uniquement à l'APC de rajouter 3 lampadaires pour éclairer

le chemin menant à la ferme étant donné que nous sommes des agriculteurs qui peuvent travailler de jour comme de nuit et aussi pour la sécurité des biens et des personnes mais hélas» entonne l'un des exploitants.

En réponse, le premier V/P de l'APC de Hassi-El-Ghella, M. Bennabi Ali, a expliqué «L'APC n'a pas d'engins pour entreprendre les travaux sollicités par ces fellahs. Pour l'enlèvement des ordures, il se fera immédiatement. Cependant le problème d'inondation est pris en

charge par la direction de l'hydraulique». Dans le même sillage, un cadre au niveau de la Direction de l'hydraulique (DR) a précisé : «Cette inondation est un phénomène naturel dans cette plaine dû à sa situation géographique. Ces protestataires ont déjà introduit une action en justice et l'Etat les a indemnisés confortablement. Malgré tout, la DH a lancé une étude qui consiste à refouler ces eaux vers un oued. L'opération est extrêmement coûteuse.»

S. B.

NAÂMA

394 kg de kif

traité saisis à

Hadjerat-Lemguil

Dans un point de presse donné jeudi dernier au siège de la brigade de la Gendarmerie nationale de Djeniène-Bourezg, le commandant Chawki Rahmouni, du commandement de la gendarmerie de Aïn-Séfra, a indiqué qu'une importante quantité de kif traité conditionnée en 15 plaquettes d'un poids total de 394 kg a été découverte au lieu-dit Rahète-L'journit dans la région de Hadjerat-Lemguil (commune de Djeniène-Bourezg).

La marchandise a été transbordée à travers ces terrains accidentés à dos de baudets du pays voisin et était bien protégée et dissimulée dans un coin en pleine nature et devait être récupérée du côté de la frontière algérienne, mais cette tentative d'introduction de la drogue a été rapidement mise en échec grâce à une embuscade tendue et les efforts menés conjointement par les éléments de la GGF (Gardes-frontières) qui veillent à la sécurité de nos frontières et les brigades de la Gendarmerie nationale de Aïn-Séfra et Djeniène-Bourezg.

Une enquête a été aussitôt ouverte pour remonter la piste du trafic de drogue ; un trafic qui est en pleine expansion ces derniers temps dans le pays.

B. Henine